

## Comment l'UE s'est secrètement associée à un Ministre israélien dans Jérusalem Est

### Description

9091938061\_60cfa91fa6\_o

Les représentants de l'Union européenne ont décidé de coopérer avec un Ministre israélien basé dans Jérusalem Est, a-t-on appris.

La décision est contraire à la position officielle de l'UE qui est qu'elle ne reconnaît pas la colonisation des territoires conquis en 1967.

Datée de 2013, mais non publiée auparavant, la décision s'est appuyée sur une [notification](#) de l'UE sur la collaboration avec Israël.

La notification avait causé une réponse hostile du gouvernement israélien. Elle déclarait que les activités menées dans les colonies qu'Israël construit en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem Est, n'étaient pas recevables pour un financement de l'UE.

Malgré que la notification ait été technique et insipide, le Premier ministre d'Israël Benjamin Netanyahu l'a condamnée publiquement en disant qu'Israël « n'acceptera aucun décret étranger sur nos frontières. »

Souvent qualifiée de « lignes directrices », la notification a été préparée en prévision de l'implication d'Israël dans Horizon 2020, le dernier programme de l'UE pour la recherche scientifique. Mais au milieu de la controverse, un fait saillant a émergé. Le Ministre israélien de la science et de la technologie a son [siège](#) dans Jérusalem Est.

Ce point a été soulevé dans une note d'information de 2013 rédigée pour Catherine Ashton, alors chef de la politique étrangère de l'UE.

La note, obtenue grâce aux règles de liberté d'information de l'UE, disait en réalité à Ashton de ne pas s'inquiéter pour cette question car une échappatoire avait été inscrite dans les lignes directrices pour assurer qu'elles ne concerneraient pas les pouvoirs publics.

La localisation du Ministre de la science d'Israël à Jérusalem Est « ne fera pas obstacle à la coopération avec lui, disait le document (voir pièce jointe).

Vici

Le Ministre de la science fait partie du directeur israélien de l'Europe de R&D, un organisme qui [coordonne](#) la participation d'Israël dans Horizon 2020. Un [accord](#) formel établissant les termes de l'implication d'Israël dans le programme a été signé en 2014 entre l'UE et [Yaakov](#)

---

[Perry](#), alors Ministre de la science d'Israël.

L'achappatoire signifie que le programme tout entier pour lequel près de 80 milliards d'euros (85 milliards de dollars) ont été affectés entre 2014 et 2020 est vicié.

L'UE ne peut pas déclarer sérieusement s'opposer au grignotage de Jérusalem Est par Israël tout en associant un Ministère israélien installé dans Jérusalem Est.

La Commission européenne, qui supervise horizon 2020, a récité une excuse typiquement bureaucratique à une demande d'explication sur sa coopération avec le Ministère israélien de la science. A propos de la faille dans les lignes directrices, un porte-parole de la Commission a dit qu'en tant qu'autorité publique, le Ministère de la science était exempté de leur domaine d'application.

Différent de Trump ?

À tous égards, l'attitude de l'UE diffère peu de celle du parti républicain et de Donald Trump, le président US nouvellement élu.

Dans la plateforme pour laquelle ils se sont battus dans l'élection récente, les Républicains ont entrepris de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël si Trump devenait président. En associant des institutions israéliennes dans Jérusalem Est, sur le fond l'UE fait la même chose.

Au moins, les Républicains ont été plus transparents sur leurs objectifs.

L'UE peut être accusée de dire une chose en public et une autre bien différente portes fermées.

Pendant ses cinq ans à la tête de la politique étrangère, Ashton a fait un certain nombre de déclarations sur le renforcement de l'emprise d'Israël sur Jérusalem Est. Par exemple, son objection à la démolition de l'hôtel Shepherd dans le quartier Sheikh Jarrah de la ville a été largement citée par la presse israélienne.

Sa volonté d'approuver un accord avec le Ministère de la science près de Sheikh Jarrah indique que son inquiétude n'était pas sincère.

Pire, Ashton a été trahie avec les compagnies profitant des crimes contre l'humanité israéliens.

Vers la fin de 2013, elle a négocié un deal avec Tzipi Livni, la Ministre israélienne de la justice à l'époque. L'accord permettait aux fabricants d'armes israéliens d'être subventionnés dans le cadre du programme horizon 2020.

Si bien que les fabricants de drones et d'équipements de surveillance testés sur les Palestiniens à Gaza et de Cisjordanie sont actuellement subventionnés par l'UE. Le groupe militant palestinien Stop the Wall a documenté comment un important plan de sécurité de l'UE concernant en principe la sécurité des aéroports, pourrait utiliser la technologie testée dans les colonies construites par Israël en violation du droit international.

Dans ce programme de recherche, Israël est [traité](#) à égalité avec les pays membres de l'UE.

L'habileté de l'industrie militaire d'Israël à siphonner des subventions est particulièrement alarmante car il y a un [effort](#) concerté au sein des institutions de l'UE pour réserver une partie d'un programme de recherche futur au développement de nouvelles armes.

La seule chose positive que l'on peut dire sur cet effort est qu'il pourrait introduire un minimum d'honnêteté. Jusqu'à présent, les représentants de l'UE ont [insisté](#) sur le fait qu'ils ne permettent que le financement de recherches civiles.

Cette affirmation est de moins en moins plausible alors que de leurs mains ensanglantées, les profiteurs de guerre d'Israël [s'emparent](#) de toutes les subventions possibles.

Traduction: JPB

Source: [Electronic Intifada](#)

Document: [Lettre de l'UE](#)

**date créée**  
2016/11/29